

Convention collective

IDCC : 9032. – **PRODUCTEURS DE L'HORTICULTURE, DE LA PÉPINIÈRE
(ALLIER)**

(19 juin 1970)

(Étendue par arrêté du 1^{er} juillet 1971,
Journal officiel du 7 août 1971)

AVENANT N° 57 DU 17 AVRIL 2007

NOR : *AGRS0797119M*

IDCC : 9032

Entre :

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières de l'Allier,

D'une part, et

La fédération CFTC agriculture (adhésion le 8 août 2005) ;

L'union départementale des syndicats FO de l'Allier (adhésion le 24 juillet 2006) ;

L'union départementale CFDT de l'Allier (adhésion le 28 août 2006),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

il a été conclu, conformément aux dispositions du chapitre III du titre III du livre I^{er} du code du travail, le présent avenant à la convention collective concernant les producteurs de l'horticulture, de la pépinière du département de l'Allier.

Article 1^{er}

Le premier alinéa du paragraphe révision de l'article 5 « Révision et dénonciation » de la convention collective est abrogé et remplacé comme suit :

« La demande de révision peut être introduite à tout moment, par l'une des parties signataires. Elle doit être signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives dans le champ de la convention collective et au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Allier. »

Article 2

Le deuxième alinéa de l'article 9 « Liberté syndicale et d'opinion » de la convention collective est abrogé et remplacé comme suit :

« Les employeurs s'engagent à respecter le principe de non discrimination en raison de la nationalité, du sexe, du handicap, des mœurs, de la situation de famille, de l'origine ethnique, des opinions politiques ou philosophiques, des croyances religieuses, de l'appartenance ou non à un syndicat et de la participation ou non à des activités ou actions de caractère syndical conformément aux articles L. 122-45 et L.412-2 du code du travail. »

Article 3

L'article 13 « Attestation de cessation d'activité » de la convention collective est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« A la demande des salariés quittant volontairement ou par congédiement leur emploi, les employeurs sont tenus de leur délivrer une attestation de cessation de travail. L'attestation doit mentionner la date où le salarié sera libre de tout engagement. »

Article 4

Le premier alinéa du paragraphe *b* de l'article 21, « Suspension du contrat de travail » de la convention collective est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Sous réserve des dispositions de l'article L. 122-45 du code du travail, il ne sera procédé à aucun licenciement sauf pour motif économique en cas de maladie, d'accident de la vie privée médicalement reconnus n'excédant pas 6 mois. »

Article 5

Le 2° de l'article 31 « Durée du travail » de la convention collective est abrogé et remplacé comme suit :

« 2° Le contrôle des heures de travail est assuré dans les conditions prévues par les dispositions des articles R. 713-35 à R. 713-50 du code rural. »

Article 6

Le premier alinéa de l'article 32 « Définition et paiement des heures supplémentaires » de la convention collective est abrogé et remplacé comme suit :

« Les décomptes et le paiement des heures supplémentaires seront déterminés conformément aux textes légaux et conventionnels en vigueur. »

Article 7

L'article 35 « Jours fériés » de la convention collective est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les jours fériés légaux sont chômés et payés lorsqu'ils tombent un jour normalement ouvré dans l'entreprise.

Les jours fériés, chômés et payés sont les suivants :

- 1^{er} janvier ;
- lundi de Pâques ;
- 1^{er} Mai ;
- Ascension ;
- 8 mai ;
- lundi de Pentecôte ;
- 14 juillet ;
- 15 août ;
- Toussaint ;
- 11 Novembre ;
- Noël.

La rémunération des jours fériés chômés n'est accordée qu'aux salariés présents le dernier jour de travail précédant le jour férié et le premier jour de travail qui fait suite, sauf autorisation d'absence préalablement accordée.

Lorsque l'ancienneté du salarié dans l'entreprise est inférieure à 1 mois de date à date de la survenance d'un jour férié légal chômé, les indemnités de jour férié versées au cours de ce mois ne peuvent dépasser au total 3 % du montant total du salaire payé.

A défaut d'accord d'entreprise arrêtant d'autres modalités, la journée de solidarité telle que définie à l'article L. 212-16 du code du travail est fixée au lundi de Pentecôte. »

Article 8

Le deuxième tiret du quatrième alinéa de l'article 36 « Hygiène et sécurité » de la convention collective est abrogé et remplacé comme suit :

« Sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural, pour toute utilisation de produits antiparasitaires, l'employeur doit se conformer strictement aux dispositions du décret n° 87-361 du 27 mai 1987. »

Article 9

L'article 37 de la convention collective est abrogé et remplacé comme suit :

« Dans les conditions fixées par la convention collective du 7 juillet 1965, étendue par arrêté ministériel du 28 mars 1967, instituant un régime complémentaire et de prévoyance pour les salariés des exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, d'horticulture et de pépinières de l'Allier, tout employeur entrant dans le champ d'application de la présente convention doit adhérer pour son personnel d'exécution à la caisse mutuelle autonome de retraite complémentaire agricole (CAMARCA), dont le siège est situé 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris. »

Article 10

Le présent avenant dont les parties demandes l'extension est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à partir du jour suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Yzeure, le 17 avril 2007

(Suivent les signatures.)